



## Conseil économique et social

Provisoire

17 août 2010  
Français  
Original: anglais

---

### Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

#### Compte rendu analytique provisoire de la 15<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège à New York, le jeudi 18 mars 2010, à 15 heures.

*Président* : M. Hamidon Ali ..... (Malaisie)

### Sommaire

Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*)

*Débat thématique de la plénière sur le thème 1 : « Mobiliser des ressources nationales et internationales pour financer le règlement des problèmes existants ou naissants de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement »*

- a) *Aperçu de la publication conjointe Banque mondiale/Fonds monétaire international intitulée Global Monitoring Report 2010 : « Achieving the Millennium Development Goals in the Aftermath of the Global Economic Crisis », par M. Jeffrey Lewis, Conseiller principal et Chef du Groupe de la politique et du partenariat internationaux du réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique de la Banque mondiale*
- b) *Aperçu du Millennium Development Gap Task Force Report 2010, par M. Robert Vos, Directeur de la Division de l'analyse des politiques de développement du Département des affaires économiques et sociales*

*Dialogue interactif informel*

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un memorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite)**

(E/2010/11)

*Débat thématique de la plénière sur le thème 1 :*

*« Mobiliser des ressources nationales et internationales pour financer le règlement des problèmes existants ou naissants de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement »*

- a) *Aperçu de la publication conjointe Banque mondiale/Fonds monétaire international intitulée Global Monitoring Report 2010 : « Achieving the Millennium Development Goals in the Aftermath of the Global Economic Crisis », par M. Jeffrey Lewis, Conseiller principal et Chef du Groupe de la politique et du partenariat internationaux du réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique de la Banque mondiale*

1. **M. Lewis** (Groupe de la politique et du partenariat internationaux du réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique de la Banque mondiale) dit que la version définitive du Rapport mondial de suivi 2010 sera établie après les réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) qui se tiendront à Washington les 24 et 25 avril 2010. Le rapport 2010 contient quatre chapitres récurrents et deux chapitres nouveaux, consacrés l'un aux enseignements tirés des crises passées et aux perspectives des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'autre à l'adaptation des réformes et des stratégies de dépenses à une situation actuelle moins favorable.

2. Le rapport 2010 conclut que dans l'ensemble l'impact de la crise économique sur les indicateurs de développement des pays pauvres a été sérieux, mais qu'il aurait pu être pire. Grâce aux réformes et aux transformations structurelles qu'ils avaient mises en œuvre en réponse à des crises antérieures, de nombreux pays en développement sont mieux armés pour résister aux événements récents qui, il convient de le rappeler, sont dus non à des défaillances de leurs politiques intérieures mais à des facteurs externes. Toutefois, à long terme, il est probable que leur situation budgétaire et leurs indicateurs de santé, d'éducation et de

pauvreté, ainsi que leur capital humain, vont se détériorer, et les réformes structurelles encore fragiles auxquelles ils doivent leur résilience face à la récession pourraient être menacées. Il ne faut donc pas relâcher l'effort; tous les acteurs doivent maintenir leur engagement et il faut préserver un flux de ressources suffisant.

3. Le rapport cherche à déterminer si les progrès réalisés avant la crise pourront être préservés. Que ce soit globalement ou pays par pays, les six régions définies par la Banque ont fait reculer la pauvreté et amélioré l'accès à l'eau et à l'enseignement primaire. Toutefois, en ce qui concerne le développement humain, notamment dans les domaines de la mortalité maternelle et infantile, de la faim et de la nutrition, du VIH/sida, de l'assainissement et de l'éducation postprimaire, les progrès ont été bien moindres et sont particulièrement menacés par la crise économique mondiale.

4. Le redressement de l'économie a été plus rapide que prévu dans les pays émergents et les pays en développement; la production a presque retrouvé son niveau d'avant la crise. Les cours boursiers se sont redressés et les fluctuations des changes se sont atténuées, mais la situation reste instable. Les envois de fonds des travailleurs émigrés pourraient encore augmenter en 2010, mais les entrées de ressources extérieures, les concours des banques internationales de développement et l'investissement étranger direct (IED) sont toujours faibles. Le Groupe des 20 en particulier se demande quand on pourra mettre un terme aux mesures de relance; tous les pays doivent chercher à préserver la viabilité de leur situation et il convient que les donateurs soutiennent les pays qui ont des problèmes financiers en tenant leurs engagements d'accroissement de l'aide.

5. Examinant les enseignements tirés de crises passées en vue de mieux gérer la crise actuelle, les auteurs indiquent que les récessions ont un impact durable sur la mortalité infantile, la nutrition et la scolarisation, les filles étant plus affectées que les garçons. Les dommages causés par une récession et l'amélioration résultant de la reprise sont proportionnels : la reprise a toujours un coût. Le maintien des dépenses sociales dans les pays en développement influe sur leur capacité de progresser dans la réalisation des OMD. Les pays d'Afrique en particulier semblent avoir été mieux protégés contre le déclin de ces dépenses par le cadre fondé sur leurs

documents de stratégie de réduction de la pauvreté. Les filets de sécurité sociale – c'est-à-dire des programmes de prestations en faveur des plus vulnérables – apportent une contribution essentielle à la préservation de l'élan des OMD. L'idéal est de les mettre en place avant qu'une crise se déclenche. En fait, de nombreux pays pauvres avaient été incités à le faire il y a deux ans, lors de la crise causée par l'envolée des prix alimentaires, si bien qu'ils étaient mieux préparés à l'actuelle récession.

6. Un des traits marquants de la crise économique est le déclin du commerce international et des flux d'aide vers les pays pauvres, qui ont chuté de plus de 20 % en volume et de plus de 30 % en valeur. Durant les crises le crédit commercial diminue en raison de la baisse de la demande et de la prudence accrue des prêteurs. Lors du sommet de Londres, en avril 2009, le Groupe des 20 a cherché à restaurer l'offre de crédits commerciaux. Toutefois, cela n'a pas empêché un regain de protectionnisme; plus de 350 mesures restrictives ont été appliquées. La crise a souligné l'importance des règles commerciales et donc l'urgence qu'il y a à terminer le cycle de négociations commerciales de Doha. Il faut aussi traiter des problèmes multilatéraux qui sortent du programme de Doha pour le développement, comme le changement climatique et la sécurité alimentaire et énergétique.

7. L'examen de l'aide pour le commerce, fait à Genève en juillet 2009, a montré que le crédit commercial avait augmenté. Malgré l'accroissement du nombre de donateurs, de l'aide pour le renforcement des capacités et des transferts de connaissances Sud-Sud, il faut suivre de près les progrès accomplis car ces mesures sont essentielles pour le redressement des pays pauvres. Dans le cas de l'Afrique, la promesse de doubler l'aide publique au développement (APD) d'ici à 2010, faite au Sommet du Groupe des huit de 2005 à Gleneagles, n'a pas été tenue; le volume de l'aide programmable, régulière et prévisible a diminué.

8. La réponse des institutions internationales de financement à la crise a été très énergique et le FMI a mobilisé des ressources pour suivre ses effets. Les banques multilatérales de développement et notamment le Groupe de la Banque mondiale ont aussi considérablement accru leurs concours. Toutefois, les ressources de ces institutions ont atteint leurs limites et il convient de veiller à ce que le rôle de la Banque se limite à la promotion du développement et aux interventions d'urgence.

9. Pour l'avenir, on a commencé à réfléchir aux thèmes du rapport 2011. Ont été suggérés la pauvreté, les maladies transmissibles, notamment le paludisme et le VIH/sida, l'efficacité de l'aide et la suite à donner aux OMD.

b) *Aperçu du Rapport 2010 du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD, par M. Robert Vos, Directeur de la Division de l'analyse des politiques de développement du Département des affaires économiques et sociales*

10. **M. Vos** (Directeur de la Division de l'analyse des politiques de développement du Département des affaires économiques et sociales) dit que le Rapport 2010 du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD sera publié juste avant la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale de septembre 2010 consacrée aux OMD (le « Sommet des OMD »). Le Secrétaire général a créé le Groupe de réflexion en 2007 pour assurer la communication dans le cadre des partenariats internationaux. Il est composé de représentants de plus de 20 institutions, dont le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, le Fonds des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, le FMI, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

11. En ce qui concerne l'objectif 8 (mise en place d'un partenariat mondial pour le développement), le Groupe de réflexion s'est penché sur l'écart entre les engagements et ce qui a été fourni, l'écart entre l'aide fournie et sa distribution équitable et adéquate et l'écart entre l'aide fournie et les besoins estimatifs des pays en développement. Il a suivi les progrès de la réalisation de cet objectif sur la base de la matrice des engagements globaux pour les OMD, d'indicateurs additionnels pour pallier la difficulté de mesurer les progrès accomplis dans certains domaines et d'études de cas sur certains pays.

12. En théorie, l'objectif 8 devrait être le moins ardu des OMD. Il faut néanmoins évaluer les progrès accomplis car l'année 2010 est un point critique : il ne reste que cinq ans pour la réalisation des OMD, les engagements pris par le Groupe des huit à Gleneagles en 2005 viennent à expiration et les effets des diverses crises sont encore visibles. Le rapport traite de cinq questions clés pour la réalisation de l'objectif 8 : accroissement de l'aide, accroissement des échanges

internationaux, amélioration de l'accès à des médicaments essentiels abordables et dissémination des bienfaits des nouvelles technologies.

13. Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et le CAD de l'OCDE ont calculé que les décaissements d'APD pour 2010 seront inférieurs d'environ 27 milliards de dollars des États-Unis aux engagements de Gleneagles. La récession due à la crise économique mondiale n'explique qu'une fraction de ce déficit, l'essentiel étant dû au fait que les engagements pris au Sommet de Gleneagles n'ont pas été tenus. D'après les données disponibles, au mieux l'APD pour 2010 atteindra 0,33 % du revenu national brut (RNB) des pays représentés au Comité d'aide au développement, ce qui est très loin de l'objectif de 0,7 % fixé pour 2015. La situation en ce qui concerne les pays les moins avancés est particulièrement grave si l'on se fonde sur les engagements d'APD contenus dans le Programme d'action de Bruxelles pour les pays les moins avancés. Tenus de faire plus avec moins de ressources, les donateurs et les bénéficiaires doivent améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide en tenant compte du Programme d'action du Forum de haut niveau tenu à Accra en septembre 2008. Il convient de réduire la proportion de l'aide liée et la fragmentation de l'aide et de la rendre plus prévisible.

14. La crise a gravement affecté l'accès des pays en développement aux marchés des pays développés tandis que la volatilité et le déclin des cours des produits primaires ont réduit leurs recettes. Les progrès vers la réalisation de l'objectif consistant à admettre en franchise de droits et de contingents au moins 97 % des produits provenant des PMA en 2008 ou au plus tard pour le début de la période de mise en œuvre, fixé en décembre 2005 à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC, se sont beaucoup ralentis et il reste un large écart entre la situation actuelle et l'objectif. En outre, l'avantage dont jouissent les PMA par rapport aux pays en développement pour ce qui est de l'accès en franchise de droits est inférieur à 1 %. Les pays développés n'ont que peu réduit leurs droits de douane ces dernières années; les droits préférentiels sur les produits agricoles, les textiles et les vêtements restent élevés et n'ont presque pas baissé depuis dix ans. Les subventions à l'agriculture dans les pays développés sont toujours importantes. Par contre, l'aide pour le commerce a augmenté de 34 % en termes réels entre 2007 et 2008.

15. L'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a permis un important désendettement. Toutefois, la crise économique a aggravé les problèmes de surendettement, si bien que la moitié des PPTE sont en situation précaire et risquent de devoir à nouveau s'endetter. En outre, comme l'Initiative est axée sur les pays les plus pauvres, les pays à revenu intermédiaire sont dans une situation très difficile. Il faut chercher à mettre au point une approche globale de la réduction de la dette, de l'évaluation de la viabilité de la dette et de la détection du surendettement.

16. Il subsiste un écart considérable en matière d'accès aux médicaments et aux technologies. De nombreux pays en développement manquent de médicaments à des prix abordables. Le rapport 2010 mettra l'accent sur les effets de la crise économique sur le coût des médicaments et le financement de la lutte contre le VIH/sida. Il faut répondre de manière globale aux difficultés d'accès aux médicaments essentiels.

17. L'utilisation des technologies de l'information et des communications s'accroît partout dans le monde malgré la récession et l'essor de la téléphonie mobile est très rapide dans les pays en développement. Toutefois il subsiste un écart important entre pays en développement et pays développés en matière d'accès à l'internet, dû surtout au fait que l'accès est très coûteux compte tenu des différences de pouvoir d'achat. Il convient de rappeler que les difficultés d'accès aux technologies permettant de lutter contre le changement climatique se répercutent sur la réalisation des objectifs 8 et 7 (assurer la viabilité environnementale).

#### *Dialogue interactif informel*

18. **M. Follain** (France) dit qu'après la crise financière la réalisation des OMD exigera une étroite coopération entre toutes les parties prenantes et que l'ONU aura un rôle essentiel à jouer. Il faut continuer de mettre l'accent sur la conjugaison d'une croissance durable et d'une protection sociale; à cet égard, l'orateur souligne l'importance du Consensus de Monterrey. La mobilisation des ressources nationales pour le développement reste prioritaire, mais l'aide internationale, qui doit inclure des mécanismes de financement novateurs, reste indispensable. Il convient en outre que la communauté internationale s'efforce d'améliorer la gouvernance.

19. **M. Wittig** (Allemagne) dit que son pays a été un partenaire fiable de l'effort mondial en faveur de la mobilisation de ressources pour le développement. Il reste résolu à porter son APD à 0,7 % de son RNB d'ici à 2015 par un financement budgétaire complété par des mesures de désendettement et des mécanismes novateurs tels que l'échange de dettes contre des programmes de santé et le négoce de droits d'émission. La mobilisation de ressources nationales pour le développement, qui est la première action prioritaire du Consensus de Monterrey Consensus, exige que les pays en développement améliorent leur gouvernance au moyen de réformes administratives et judiciaires, en luttant contre la corruption, en renforçant l'administration de l'impôt, en assurant la transparence des industries extractives et en renforçant la société civile. Il faut aussi promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur privé, dont il convient d'exploiter pleinement les capacités de contribuer à un développement favorable aux pauvres et respectueux de l'environnement. Des échanges suivis entre les institutions de Bretton Woods et les organismes d'aide au développement des Nations Unies sont indispensables pour le succès du programme de financement du développement.

20. **M. Dib** (Administrateur de la Banque mondiale) dit qu'il représente l'Algérie et six autres pays d'Afrique et d'Asie au Conseil d'administration de la Banque mondiale. La Banque a dû jouer le rôle de prêteur en dernier recours pour les pays affectés par le déclin de l'aide au développement résultant de la crise, ce qui rend d'autant plus urgent le renforcement de son assise financière et de celle des autres institutions internationales de financement. L'orateur doute que les modalités de fourniture de l'aide au développement changent beaucoup; on parle souvent de financements novateurs, mais l'action dans ce domaine a été sporadique. Il faut une approche plus systématique de tous les aspects de l'aide financière; il serait particulièrement instructif de déterminer pourquoi les envois de fonds ont été moins affectés par la crise que les autres flux.

21. **M. Cancela** (Uruguay) dit que l'année à venir offrira une occasion unique de s'attaquer aux obstacles qui empêchent la réalisation des OMD. Il est essentiel que les ressources soient prévisibles, que l'engagement soit collectif et que les mécanismes de suivi soient efficaces. La crise a mis en évidence les problèmes structurels dus à l'absence d'un système commercial

multilatéral équitable, aux obstacles à l'accès aux marchés et à la nécessité de promouvoir un développement respectueux de l'environnement. Pour jouer son rôle de moteur du développement, le système commercial international doit être équitable, ouvert et fondé sur des règles. La résurgence du protectionnisme menace le développement partout; l'accès aux marchés, la diversification et l'élargissement des relations commerciales sont essentiels pour l'économie de pays comme celui de l'orateur qui, bien qu'étant considérés comme pays à revenu intermédiaire, comptent toujours sur l'attachement de la communauté internationale à un système mondial propice au développement.

22. **M. Korneev** (Fédération de Russie) dit que si l'on veut que l'Organisation puisse être le principal cadre dans lequel traiter la question du développement et lutter contre la récession mondiale, il faut renforcer le rôle du Conseil et la coopération avec les institutions internationales compétentes en matière de finance et de commerce, notamment en ce qui concerne le suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey en 2002 et le Programme de Doha pour le développement.

23. En tant que partenaire du développement sur lequel on peut compter et conscient de la nécessité de mobiliser un financement suffisant pour la réalisation des OMD, la Fédération de Russie est en train de revitaliser son programme d'aide. La politique de développement international doit tirer les enseignements de la récession, s'adapter à la situation actuelle et s'appuyer sur les nombreuses années d'expérience de l'Organisation. La modernisation des mécanismes de financement de la Banque mondiale et du FMI en faveur des pays en développement est une avancée; il convient d'élargir l'accès des pays les plus pauvres à ces mécanismes sur la base d'un examen détaillé de leur endettement et d'inviter la Banque à innover pour la fourniture d'une aide aux pays qui souffrent de la récession en leur offrant des prêts en monnaie locale, en les aidant à atténuer les risques par des instruments de couverture ou par une diversification et en offrant des garanties pour améliorer les conditions de crédit.

24. L'expérience de la Fédération de Russie, surtout en 1997 et 1998, a montré que les restrictions monétaires ne servent pas à grand chose pendant une récession car elles ne peuvent pas freiner les sorties de capitaux et elles favorisent le développement de marchés gris. Les obstacles additionnels faussent les

mouvements de capitaux et en définitive rendent plus difficile la mobilisation de ressources pour le développement. Le remède consiste à mettre en place des organes de régulation mondiaux pour assurer la transparence des flux d'investissement et protéger les intérêts des investisseurs.

25. **M<sup>me</sup> Navarro** (Observatrice de Cuba) dit qu'elle n'est pas du tout d'accord avec l'idée, exprimée dans l'exposé du représentant du Département des affaires économiques et sociales, que l'objectif 8 serait le moins difficile des OMD. Le rapport du Secrétaire général intitulé « Keeping the promise: a forward-looking review to promote an agreed action agenda to achieve the Millennium Development Goals by 2015 » (A/64/665) déclare que la tenue des engagements concernant l'OMD 8 est devenue de première urgence. L'oratrice conteste également la mention, à propos de l'objectif 8, des pays résolus à lutter contre la pauvreté, qui risque d'ouvrir un débat sans fin au sujet des pays ayant ou n'ayant pas droit à l'APD. Certains rapports affirment triomphalement que la crise est finie, mais en fait la modeste reprise observée dans quelques pays européens est due à l'effet à court terme de mesures de relance temporaires, tandis que le système dans son ensemble reste dépendant des bulles spéculatives qui ont provoqué la crise. Un pays ne peut pas échapper à la pauvreté par la seule mobilisation de ressources nationales et les actuels mécanismes de financement international maintiennent les pays pauvres prisonniers d'un cycle de dépendance. Il est devenu clair que le libre-échange radical préconisé par les néolibéraux n'est en réalité qu'un moyen d'éliminer unilatéralement la protection des marchés des pays du Sud sans exiger des mesures correspondantes des pays du Nord.

26. **M. Barton** (États-Unis d'Amérique) demande aux experts de développer la question de l'asymétrie des effets de la crise. Il serait intéressant de savoir quels effets négatifs ont été les plus dommageables, quels effets positifs, tels que la forte augmentation des prêts de la Banque pour les filets de sécurité, ont été le plus bénéfiques et pourquoi le retard de la réalisation des OMD est jusqu'à deux fois plus grand en Afrique que dans le reste du monde. En limitant l'analyse aux OMD on se prive d'un tableau d'ensemble, qui devrait inclure des apports tels que les contributions privées, les envois de fonds et la technologie.

27. **M. Braga** (Vice-Président par intérim et Secrétaire de la Banque mondiale) dit que l'asymétrie

des effets de la crise est certes frappante. Pour évaluer la reprise, il ne faut pas se demander si le verre est à moitié plein ou à moitié vide, mais qui en a bu la moitié et qui paiera la facture. La collaboration et la responsabilisation mutuelle sont indispensables pour que la communauté internationale puisse tenir ses engagements concernant les OMD. Il importe de continuer de suivre ces engagements et d'autres, comme ceux du Plan d'action de Gleneagles concernant le changement climatique, l'énergie propre et le développement durable, et d'améliorer la mobilisation de ressources nationales et la gouvernance. Un des résultats notables du Consensus de Monterrey est que la récente crise, contrairement à celles du passé, n'a pas entraîné de problème de surendettement aigu dans les pays les plus pauvres, ce qu'on peut imputer au succès de l'Initiative PPTE.

28. **M. Acharya** (Observateur du Népal), intervenant au nom du Groupe des pays les moins avancés, dit que la réalisation de bon nombre des objectifs est en retard par rapport au calendrier; cela est particulièrement préoccupant dans les domaines de la faim, de la mortalité maternelle, de la tuberculose et du paludisme. Ces dernières années, les PMA ont accru la mobilisation des ressources nationales, mais il subsiste un écart considérable entre les ressources disponibles et les problèmes à résoudre. Il est essentiel de préserver un climat intérieur propice au développement, mais les recettes d'exportation, les recettes du tourisme et les envois de fonds sont très volatils et il sera impossible d'atteindre les OMD sans un accroissement de l'aide internationale. La nécessité de fournir un filet de sécurité est souvent en contradiction avec les exigences internationales de réforme budgétaire structurelle; l'orateur partage le scepticisme de la délégation cubaine à propos de l'affirmation que l'objectif 8 devrait être le moins ardu des OMD.

29. **M<sup>me</sup> Ortiz de Urbina** (Observatrice de l'Espagne), intervenant au nom de l'Union européenne, souligne l'importance de la bonne gouvernance pour la mobilisation de ressources nationales. En particulier, on peut faire beaucoup en matière de lutte contre l'évasion fiscale, même s'il faut du temps avant d'en voir les résultats. L'Union européenne est résolue à tenir ses engagements d'APD. Pour ce qui est du retard de la réalisation de l'objectif 8, l'orateur souhaiterait en savoir plus au sujet de la manière dont les études pourraient tenir compte de l'impact de nouveaux

acteurs, en particulier les pays émergents qui jouent un rôle si important en matière d'APD et de coopération Sud-Sud.

30. **M. Alyemany** (Observateur du Yémen), intervenant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, souligne que la réalisation des OMD dépend des contributions. Il est essentiel que la communauté internationale fournisse des ressources financières plus permanentes, stables, concessionnelles et exemptes de conditions aux pays en développement. En particulier, il convient que les prêts d'appui à la balance des paiements du FMI ne soient pas assortis de conditions contradictoires et procycliques. Par ailleurs, les contributions bilatérales volontaires sont très importantes pour les pays pauvres et ceux qui se relèvent d'un conflit.

31. **M. Gálvez** (Chili), intervenant au nom du Groupe de Rio, souligne la nécessité de politiques intérieures visant à une production et un emploi durables et prévoyant des investissements sociaux. Il faut laisser une marge de manœuvre permettant des politiques anticycliques, qui ont aidé certains pays à atténuer les effets de la crise. Le Groupe craint que la résurgence du protectionnisme, en particulier dans le secteur agricole, empêche le commerce et l'investissement de faire fonction de moteurs du développement et appelle de ses vœux le succès du Cycle de Doha. Le commerce intrarégional peut aussi faciliter la réalisation des OMD. Il faut que les flux d'investissement et de crédit soient préservés; la mobilisation de ressources internationales présuppose que les donateurs tiennent leurs engagements. Le Groupe de Rio est prêt à travailler avec le Secrétaire général pour convoquer une réunion informelle sur les nouvelles sources de financement du développement en 2010.

32. **M<sup>me</sup> Guerra** (Observatrice de la Colombie), rappelant que son pays va bientôt accueillir l'événement de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et le développement des capacités, souligne que tous les pays du Sud, quel que soit leur niveau de développement, peuvent contribuer à l'exploitation de la coopération Sud-Sud en tant que moyen de contribuer à la réalisation des OMD.

33. **M<sup>me</sup> Davies** (Australie) dit qu'il importe que l'aide internationale soit efficacement ciblée par une plus grande prévisibilité, des contributions directes au budgets nationaux et des approches sectorielles tenant compte des priorités nationales. Son pays est en train

d'accroître son APD et espère la porter à 0,5 % du revenu national brut d'ici à 2015. Le succès du Cycle de Doha est aussi essentiel pour la réalisation des OMD.

34. **M. Heller** (Observateur du Mexique) dit que les efforts vigoureux de son gouvernement ont atténué les effets de la crise économique actuelle sur l'emploi. Le pire de la crise semble être passé, mais il importe de résister à la tentation d'adopter des mesures protectionnistes qui paraissent politiquement attrayantes à court terme mais qui saperaient la compétitivité et l'équité du système commercial mondial. L'orateur appelle les parties à la négociation à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour mener le Cycle de Doha à bon terme.

35. Il convient de traiter le problème de la dette par la coopération et le dialogue, mais il faut que chaque pays adopte une politique d'endettement saine et viable et il faut que les solutions trouvées favorisent la stabilité du système financier dans son ensemble sans empêcher les pays qui ont fait de gros efforts pour stabiliser leur situation d'accéder aux financements.

36. Il importe de protéger la dignité et les droits sociaux de tous les travailleurs migrants pendant la crise, qui a accru leur vulnérabilité, et de faciliter leurs envois de fonds vers leur pays d'origine. Pour que les objectifs de développement puissent être atteints, il faut que les pays donateurs tiennent leurs promesses d'APD et il convient de promouvoir la coopération Sud-Sud. En sa qualité d'hôte de la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique, prévue pour décembre 2010, le gouvernement de l'orateur est résolu à obtenir un accord substantiel sur le changement climatique et se félicite que le Secrétaire général ait décidé de créer un groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre le changement climatique pour aider les pays en développement à en atténuer les effets et à s'y adapter.

37. **M. Ovalles-Santos** (République bolivarienne du Venezuela) dit que les membres du groupe ont été trop optimistes au sujet de la crise financière; de nombreux pays continuent d'en ressentir les effets en termes de chômage, de déficit budgétaire et d'endettement. La délégation de l'orateur est préoccupée par le fait que les réponses à la crise ont été axées sur le secteur financier plutôt que sur l'économie réelle. Pour ce qui est de la mobilisation de ressources internationales, il

est essentiel que des financements durables soient mis à la disposition des pays en développement sans conditionnalités.

38. Il faut que les marchés financiers, en particulier les marchés spéculatifs, soient efficacement réglementés et il convient d'explorer la possibilité de prélever une taxe sur les transactions internationales spéculatives. La question de l'impact de la crise financière sur l'APD a déjà été examinée, mais il serait utile que le représentant du Département des affaires économiques et sociales donne plus d'informations sur ses incidences concernant d'autres aspects de la réalisation des OMD.

39. **M. Iziraren** (Maroc) dit que l'économie de pays en développement comme le Maroc souffre tout autant de la crise que celle des pays développés, alors même que ce sont ces derniers qui sont à l'origine du problème par leurs pratiques spéculatives. Rappelant qu'on n'a pas pris de mesures suffisantes pour éliminer ces pratiques, il souhaite avoir plus d'informations sur les faits nouveaux en rapport avec le marché financier international.

40. **M. Von Kleist** (Directeur exécutif suppléant de la Banque mondiale) dit que la croissance est nécessaire pour la mobilisation de ressources nationales et internationales pour le développement. Les conditions du retour à la croissance sont les mêmes dans les pays en développement et dans les pays développés : politiques macroéconomiques axées sur la stabilité; réglementation appropriée, en particulier des marchés financiers; régimes de commerce extérieur ouverts; imposition des citoyens en fonction de leur capacité contributive; réduction des subventions et des services sociaux autres que ceux ciblant les personnes pauvres et vulnérables; et marge de manœuvre permettant au secteur privé de créer des emplois et des revenus. Les institutions internationales de financement ont un rôle à jouer en aidant tous les pays à concevoir et à appliquer de telles politiques.

41. **M<sup>me</sup> Barendregt** (Conseiller principal du Fonds monétaire international), répondant à la question soulevée par l'observateur du Yémen au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que les programmes appuyés par le Fonds comportent des conditions pour faire en sorte que les problèmes de fond qui sont à l'origine des déséquilibres externes ne soient pas négligés; cela nécessite souvent un assainissement budgétaire à moyen terme. Lors de la crise récente, le

FMI a en fait été un des principaux partisans de politiques anticycliques et a conçu ses programmes de manière à préserver les dépenses sociales et la protection des groupes vulnérables. En conséquence, il a réduit le nombre et l'ampleur de ses conditions pour se concentrer sur les objectifs des politiques.

42. **M<sup>me</sup> Stewart** (Organisation internationale du travail) rappelle que le manque d'emplois productifs est une des causes profondes de la pauvreté. Les efforts visant à atteindre les OMD et à surmonter la crise financière ont souligné la nécessité d'une meilleure coordination entre les politiques macroéconomiques et la politique de l'emploi. La création d'emplois productifs doit être considérée comme un objectif macroéconomique, au même titre qu'une faible inflation, des finances publiques saines et une forte croissance.

43. On sait déjà que différentes politiques, dont la mise en place de filets de sécurité, le développement agricole, la promotion des petites et moyennes entreprises et les mesures énoncées dans le Pacte mondial pour l'emploi, sont des moyens efficaces pour stimuler la création d'emplois productifs. Il est donc essentiel de faire en sorte que tous les pays et en particulier les PMA et les pays à revenu moyen soumis à de fortes contraintes aient les capacités et les ressources financières nécessaires pour investir dans des initiatives visant à accroître leur richesse par l'augmentation des revenus.

44. En ce qui concerne l'objectif 8, il est intéressant de constater que la crise actuelle a renforcé la cohérence des politiques et les partenariats au sein du système des Nations Unies au sujet des moyens de créer et d'améliorer des emplois productifs. L'Organisation internationale du travail (OIT) espère que cette évolution se poursuivra après la crise et se tient prête à forger des partenariats plus étroits avec d'autres organisations sur cette base.

45. **M. Priyadarshi** (Directeur de la Division du développement de l'Organisation mondiale du commerce) dit que même s'il reste beaucoup à faire pour conclure le Cycle de Doha et atteindre ses objectifs de développement, on fera des progrès par petites étapes. L'OMC va bientôt organiser une réunion de haut niveau pour faire le point sur les négociations et se fera un plaisir de donner des nouvelles du Plan d'action de Doha. L'aide pour le commerce est aussi très importante; les engagements de Gleneagles venant

à expiration en 2010, il est indispensable de prendre de nouveaux engagements pour les cinq prochaines années. Il convient que la communauté internationale profite du prochain sommet du Groupe des vingt et du Sommet sur les OMD de septembre 2010 pour reconduire son engagement à l'appui de l'aide pour le commerce.

46. **M<sup>me</sup> Wahab** (Observatrice de l'Indonésie) dit qu'il est capital de mobiliser des ressources nationales et internationales suffisantes pour pouvoir atteindre les OMD. L'expérience de son pays a montré qu'une culture de l'épargne et des institutions bien réglementées sont des facteurs importants pour la mobilisation des ressources nationales. L'IED et l'APD restent essentiels pour la croissance des pays en développement et la réalisation des OMD. Pour relever le défi de la mobilisation des ressources et atteindre les objectifs, il faut se pencher en particulier sur trois questions. Premièrement, il faut une cohérence entre le choix des politiques et les programmes de développement pour obtenir une croissance bénéficiant à tous. Deuxièmement, il faut une bonne gouvernance et la capacité de créer un environnement propice à tous les niveaux, ce qui requiert des institutions, systèmes et processus efficaces et transparents, ainsi qu'une volonté politique. Pour créer un tel environnement, l'Indonésie a appliqué l'Engagement de Djakarta pour l'efficacité de l'aide développement, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Enfin, il faut renforcer les partenariats et en particulier les partenariats public-privé.

47. **M. Zainal Abidin** (Malaisie) dit que si les OMD ne sont pas atteints en 2015 cela aura un impact durable sur les pays en développement qui sont dans une transition démographique; comme il y a moins d'enfants qui deviendront des adultes productifs, la société ne pourra pas bénéficier du dividende démographique en raison du vieillissement de la population. La Malaisie n'est pas dans une telle situation puisqu'elle atteindra la statut de pays développé en 2020 et que sa population devrait atteindre 38 à 40 millions d'habitants en 2040.

48. Alors que la croissance économique est une des conditions nécessaires pour la réalisation des OMD, ces deux questions sont souvent examinées indépendamment l'une de l'autre. L'orateur se demande si des études ont montré qu'un taux de croissance minimum est requis pour la réalisation de tous les objectifs.

49. **M. Shin Boonam** (République de Corée) dit que même si l'APD traditionnelle reste la principale source de financement du développement, il ne faut pas négliger les sources de financement novatrices, qui sont plus diversifiées et importantes qu'on ne l'anticipait. Sa délégation attend avec intérêt la possibilité d'avoir des échanges de vues et de connaître les meilleures pratiques dans ce domaine.

50. Les flux internationaux de capitaux privés sont une source essentielle de financement du développement, mais l'IED est très concentré dans un petit nombre de pays, pour la plupart à revenu moyen. Il convient que les gouvernements fassent tout leur possible pour attirer ces investissements, mais l'orateur aimerait savoir quelles sont les mesures que la communauté internationale pourrait prendre pour que les flux de capitaux soient plus diversifiés.

51. La reprise de l'économie doit s'accompagner de création d'emplois. La croissance non créatrice d'emploi qu'on observe actuellement est préoccupante; d'après les estimations de l'OIT, le nombre de chômeurs a augmenté de 34 millions entre 2007 et 2009. L'orateur se demande quels sont les efforts faits par la communauté internationale pour améliorer l'accès des PME aux financements.

52. **M<sup>me</sup> Gallardo Hernández** (Observatrice du Salvador) dit que la Déclaration de Doha et les résultats de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement offrent un cadre pour évaluer les causes et les effets des crises convergentes. Il est essentiel que les pays recherchent des réponses tant collectives qu'individuelles aux différents aspects de la crise. Le Salvador est résolu à appliquer des politiques anticycliques et des politiques sociales qui l'aideront aussi à atteindre les OMD, la priorité étant donnée à la santé et à l'éducation. La réalisation des OMD devrait aider à éviter la rechute dans le cercle vicieux du chômage, de la baisse de la consommation et de la chute de la production qui pénalise lourdement les pays en développement. Comme la crise a aussi eu une dimension sociale, il importe de réaffirmer les engagement en faveur de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes.

53. Il serait utile que les participants examinant plus à fond l'impact des migrations internationales sur les ressources nationales. Le Salvador étant très dépendant des envois de fonds, leur diminution due à la crise est

très préoccupante dans la perspective des OMD. À propos des ressources internationales, l'oratrice aimerait en savoir plus sur les efforts que devraient faire les pays à revenu moyen, qui ont atteint un niveau de développement relativement avancé mais ont été particulièrement affectés par la crise.

54. L'oratrice souligne l'importance de la lutte contre la corruption pour la réalisation des OMD, mentionnée par le Secrétaire général dans son rapport (A/64/665), et celle du commerce et de l'investissement en tant que moteurs du développement et de la croissance. Enfin, sa délégation pense que la participation du Président aux réunions du printemps 2010 de la Banque mondiale et du FMI serait bénéfique pour le Conseil et le système des Nations Unies dans son ensemble.

55. **M. Leroy** (Belgique) dit que traditionnellement on reprochait aux donateurs d'affecter trop d'APD au secteur social et de négliger les secteurs économiques. Depuis deux ans, de nombreux donateurs accordent plus d'importance à l'économie, notamment les infrastructures et l'agriculture. Vu l'importance des dépenses sociales, l'orateur se demande si les donateurs ne devraient pas reconsidérer cette orientation et avoir un dialogue avec leurs partenaires au sujet de l'allocation optimale des ressources nationales et internationales. Il faut parfois faire un arbitrage entre la croissance à long terme et les besoins sociaux immédiats des plus pauvres.

56. **M. Murakami** (Japon) aimerait avoir plus d'information sur ce qui a été appelé « l'écart des besoins », qui s'il a bien compris désigne l'écart entre les moyens et les résultats. Cette notion est essentielle pour les préparatifs du Sommet sur les OMD car il importe de savoir pourquoi les ressources considérables affectées à la réalisation des OMD n'ont pas toujours produit les résultats attendus. L'objectif consistant à porter l'APD à 0,7 % du RNB est important, mais il est encore plus important de faire échapper les peuples à la pauvreté, d'autant que le Sommet offre probablement la dernière chance d'atteindre les OMD d'ici à 2015.

57. **M<sup>me</sup> Hanfstaengl** (Observatrice de la Campagne pour le Jubilé) dit que la plupart des organisations de la société civile interrogées pour une récente enquête mondiale sur l'impact des crises environnementale, alimentaire et économique ont fait état de réductions des budgets 2009 qui compromettent leur capacité de fournir des services sociaux. Comme les mesures prises

par les gouvernements en réponse aux crises mondiales ne tiennent pas assez compte de leurs conséquences sociales, les organisations de la société civile doivent faire face à des besoins accrus. L'oratrice se félicite d'apprendre que la plupart des donateurs restent attachés à l'objectif de porter l'APD à 0,7 % du RNB en 2015, mais si le RNB diminue, le montant de l'aide baissera. De plus, d'après le Comité d'aide au développement de l'OCDE, on prévoit que quelques donateurs importants ne tiendront pas leurs engagements.

58. Les organisations de la société civile se félicitent de l'initiative du Pacte mondial pour l'emploi prise par l'OIT et de la proposition de l'ONU d'instaurer un plancher de protection sociale, qui pourrait aider à protéger les personnes vulnérables dans le cadre d'une approche systémique. Toutefois, on ne voit pas encore comment obtenir un appui financier anticyclique suffisant pour de telles initiatives et pour les programmes des organisations de la société civile pendant et après les crises. Une taxe sur les transactions financières, prélevée par les gouvernements et applicable à tous les types d'instruments, est la piste la plus prometteuse. On estime qu'une taxe de 0,1 % rapporterait 735 milliards de dollars des États-Unis à l'échelle mondiale et 321 milliards de dollars pour la seule Europe. Même un taux très faible de 0,005 %, comme l'ont examiné les gouvernements dans le cadre du Leading Group on Innovative Financing for Development, pourrait apporter un supplément de 30 à 35 milliards de dollars de ressources pour le développement.

59. Les organisations de la société civile se félicitent de l'émergence d'un consensus sur l'énorme coût, pour le développement, des flux de capitaux illicites, de la fuite des capitaux et de l'évasion fiscale, notamment au moyen des prix de cession internes, et considèrent que la surenchère des incitations fiscales ne mène pas à un développement durable. Il est donc devenu urgent de renforcer la coopération fiscale internationale pour donner aux pays en développement voix au chapitre. Les participants à la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Doha du 29 novembre au 2 décembre 2008, ont demandé au Conseil de renforcer les arrangements institutionnels, et notamment le Comité d'experts des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale, mais cela n'a pas encore été fait. Il est urgent de mettre en place un mécanisme équitable et transparent de

restructuration de la dette, particulièrement en raison de la crise actuelle.

60. Enfin, la mobilisation de fonds stables et prévisibles pour la réalisation des OMD est une urgence politique. Des ressources massives ont été mobilisées rapidement pour sauver les établissements financiers des principaux pays développés, mais on en est encore très loin pour ce qui est des problèmes de développement social.

61. **M<sup>me</sup> Baumann** (Observatrice de la Wisconsin Women's Business Initiative Corporation, accréditée par l'entremise de la Chambre de commerce internationale) dit que la Wisconsin Women's Business Initiative Corporation travaille dans des domaines tels que le microcrédit et l'accès au capital, la formation commerciale de qualité et le renforcement des actifs. Alors qu'avant la crise ses programmes étaient souvent gérés de manière autonome, désormais ils sont totalement intégrés. La demande des services qu'elle offre a beaucoup augmenté en 2009, de même que les ressources disponibles pour la création et la récupération d'actifs par l'intermédiaire de plusieurs programmes, dont le Small Business Administration et le Community Development Financial Institutions Fund. Il est encourageant de voir que, pour la première fois, le microcrédit est considéré comme un élément de la solution.

62. La grande majorité des microentrepreneurs du monde sont des femmes. Il importe donc de reconnaître que de nombreuses femmes propriétaires d'entreprises dans les pays développés comme dans les pays en développement sont capable de faire croître leur entreprise et de créer des emplois. Aux États-Unis d'Amérique, on considère aujourd'hui que les femmes entrepreneurs créeront de nombreux emplois; on observe une prise de conscience similaire en Amérique latine.

63. **M. Dilekli** (Turquie) dit que la volatilité des flux de capitaux privés vers les pays en développement nuit à leurs efforts en vue d'atteindre les OMD; leur réduction due à la crise a, en particulier, aggravé la pauvreté. Pour réduire cette volatilité il importe d'accroître la confiance des marchés. Il est certes essentiel de mener des politiques budgétaires responsables, mais il faut aussi que le FMI double sa capacité de prêt et mette en œuvre des mécanismes de prêt rapides et souples pour mieux répondre aux chocs financiers; la ligne de crédit flexible déjà introduite

s'est révélée très utile pour certains pays. En outre, il convient que les institutions internationales de financement saisissent l'occasion d'améliorer l'efficacité de leurs prêts dans le cadre des OMD et de remédier à la sous-représentation des pays en développement dans leurs structures de gouvernance.

64. Mais il ne suffit pas de renforcer les institutions internationales de financement; il faut que le système financier international dans son ensemble appuie le développement. Les pays en développement ont été associés, dans une mesure limitée, aux efforts visant à formuler une nouvelle réglementation financière, mais il faut aller plus loin pour faire en sorte que le nouveau système n'accroisse pas encore le coût du financement pour les pays en développement. Il convient de demander au Financial Stability Board d'expliquer l'impact que pourrait avoir la nouvelle réglementation financière sur ces pays et comment elle appuiera l'activité de l'économie réelle.

65. **M<sup>me</sup> Nyam-Osor** (Mongolie) dit que son gouvernement remercie les organisations internationales de financement de l'aide rapide qu'elles lui ont apportée pour faire face à la crise économique et financière mondiale. Il ne doute pas que les mesures qu'il a prises, notamment la réforme du système bancaire et des finances publiques et les politiques de transferts ciblés, donneront des résultats positifs en 2010.

66. L'élimination de la pauvreté extrême est le plus ardu des OMD pour la Mongolie. Quelque 35 % de la population vivent encore dans la pauvreté, malgré le taux de croissance de 8 à 10 % obtenu durant les années fastes. Le pays étant exposé à des catastrophes naturelles, il convient d'intégrer des stratégies de réduction des risques dans les programmes d'aide à l'appui de la réalisation de l'objectif 1.

67. **M. Patriota** (Brésil) dit qu'au Sommet sur les OMD il importera de se faire une idée claire des objectifs dont la réalisation est en retard. La délégation de l'orateur juge l'objectif 1 essentiel car si l'on n'élimine pas la faim et l'extrême pauvreté il sera difficile d'atteindre les autres objectifs. Des renseignements additionnels sur la manière dont la crise affecte les progrès de la réalisation des OMD et sur la nature des politiques propres à la faciliter permettraient d'adopter des recommandations appropriées au Sommet, en particulier pour l'objectif 1. La création d'emplois, l'accès aux marchés et

l'investissement productif sont autant de questions pertinentes, de même que les conseils donnés aux pays en développement; il est rassurant de constater que depuis quelques années les politiques conseillées ont pris une orientation plus sociale et axée sur le développement.

68. **M<sup>me</sup> Dodd** (Royaume-Uni) dit que l'actuel débat sur le retard de la réalisation de l'objectif 8 est très opportun car l'année 2010 est une date charnière pour la réalisation des objectifs. Le Department for International Development du Royaume-Uni a tenu sa conférence annuelle le 11 mars 2010 sur le thème « Agenda 2010 : le tournant de la lutte contre la pauvreté ». Plusieurs États membres de l'Organisation des Nations Unies et autres organismes ont participé aux débats, qui ont été axés sur les OMD. Le résumé de la présidence de la conférence, qui expose diverses idées et propositions en rapport avec les questions examinées à la réunion en cours, sera bientôt communiqué au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée générale. L'oratrice espère que ce résumé, complété par l'évaluation internationale faite par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de tracer la voie à suivre pour atteindre les OMD, apportera une contribution aux prochaines négociations et que le Sommet sur les OMD de septembre 2010 relancera les efforts pour la réalisation de tous les objectifs.

69. **M. Lewis** (Groupe de la politique et du partenariat internationaux du réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique de la Banque mondiale) dit que trois facteurs expliquent pourquoi les envois de fonds sont restés relativement épargnés par la récession. Le premier, confirmé par des données, est que la moitié des travailleurs migrants du monde sont des migrants Sud-Sud. Le deuxième, aussi étayé, est que les régions d'accueil des migrants, notamment les États-Unis d'Amérique, l'Europe occidentale, l'Europe orientale et les pays du Golfe, n'ont pas tous été affectées au même degré par la crise. Le troisième, moins bien établi, est qu'un nombre croissant de migrants rentrent définitivement dans leur pays. L'épargne qu'ils rapportent est en général classée comme envoi de fonds, ce qui gonfle le total de ces envois. Si l'interprétation de la Banque est correcte, le redressement ultérieur de l'économie des pays d'origine des migrants sera moins prononcé.

70. Le représentant de la Fédération de Russie a parlé des approches novatrices du financement du

développement et notamment des techniques de gestion des risques; le Groupe de la Banque mondiale consacre beaucoup d'efforts à ces questions, et en particulier à la promotion de l'assurance calamités et de la couverture de risques publics par le secteur privé, domaines dans lesquels des ressources modestes et beaucoup de créativité peuvent apporter des avantages considérables.

71. À propos de la déclaration du représentant de Cuba, l'orateur dit qu'il s'est gardé de tout triomphalisme concernant le degré de la reprise suite à la crise économique mondiale; comme de nombreux participants, il pense que le redressement est fragile, d'autant qu'il s'appuie sur des mesures de relance financière et budgétaire de durée incertaine visant à stabiliser les marchés financiers des pays développés. Il faudra beaucoup de temps pour remédier à de nombreuses répercussions de la crise, notamment pour créer de bons emplois et préserver un niveau d'endettement supportable.

72. Les causes probables de l'asymétrie des effets économiques de la crise mentionnée par le représentant des États-Unis d'Amérique sont les suivantes : forte sensibilité des pays pauvres aux variations conjoncturelles; vulnérabilité face aux chocs internes et aux défaillances des politiques; et perte des acquis antérieurs, notamment pour ce qui est des OMD non directement liés à la réduction de la pauvreté. Dans le cas des objectifs 4 (réduction de la mortalité infantile) et 5 (amélioration de la santé maternelle), les progrès et les revers ne sont pas proportionnés : lorsque des indicateurs de développement humain comme la nutrition tombent sous un certain niveau, il est très difficile, voire impossible, d'y remédier.

73. Il est difficile de concilier la préservation des réformes budgétaires structurelles et la nécessité de répondre aux chocs économiques. La Banque ne préconise pas de simplement fixer un objectif budgétaire et de s'y tenir de manière rigide; elle pense qu'il faut renforcer les systèmes budgétaires pour que les pays puissent mieux concilier ces deux impératifs. Rappelant ce qu'il a déclaré au sujet du maintien des dépenses sociales face à la crise, l'orateur dit que de nombreux pays avaient amélioré leurs mécanismes de planification, de suivi, de prise de décisions et de définition des priorités au moyen des documents de stratégie de réduction de la pauvreté déjà avant la récession, ce qui a réduit leur vulnérabilité.

74. Complétant la réponse du représentant du FMI sur les conditionnalités, l'orateur explique que la crise n'a pas entraîné d'augmentation des ressources destinées aux pays pauvres que la Banque reçoit de ses bailleurs de fonds pour chaque période triennale. Ce sont les contraintes liées à cette allocation, plus que le degré auquel les bénéficiaires satisfont les conditions de l'aide, qui déterminent la distribution des fonds. La seule condition appliquée est l'exigence minimale que le bénéficiaire fasse bon usage des fonds reçus.

75. La croissance est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour la réalisation des OMD; elle doit être accompagnée par les moyens de résoudre des problèmes tels que la sous-alimentation ou l'insuffisance de l'éducation. En réponse aux observations du représentant de la Belgique concernant l'importance que les donateurs attachent au développement social et économique, l'orateur dit que les besoins et les contraintes du pays bénéficiaire sont primordiaux. L'importance accrue accordée à la consultation, à la collaboration et à l'appropriation nationale des stratégies de développement et en particulier aux documents de stratégie de réduction de la pauvreté a pour but de faciliter ces décisions.

76. **M. Vos** (Directeur de la Division de l'analyse des politiques de développement du Département, des affaires économiques et sociales), répondant aux réserves formulées par plusieurs participants eu égard au fait qu'il avait dit que l'objectif 8 était le moins exigeant des OMD, précise qu'il entendait que cet objectif demandait des ressources relativement modiques par comparaison avec les autres OMD; c'était une question d'ordre de grandeur financier et de point de vue. En outre, la réalisation de l'objectif 8 dépendrait d'un engagement international de longue haleine dans des domaines comme le commerce international et le désendettement, dans lesquels on a déjà obtenu certains résultats.

77. En réponse aux observations faites par l'observateur de l'Espagne au nom de l'Union européenne et par les représentants de la Belgique et des États-Unis d'Amérique, entre autres, l'orateur confirme que, dans l'analyse des flux de ressources et des engagements, le rapport du Groupe de suivi fixera les contributions et les objectifs d'APD en tenant compte des ressources non traditionnelles, telles que les envois de fonds des travailleurs émigrés, l'aide Sud-Sud et les contributions d'organisations non gouvernementales (ONG). Toutefois, le volume de ces

ressources reste limité et le solde global est toujours en faveur du Nord.

78. En réponse aux observations du représentant du Japon concernant le déficit par rapport aux besoins, l'orateur dit que le rapport du Groupe de suivi cherche à évaluer dans quelle mesure les donateurs répondent aux besoins déterminés par les pays en développement eux-mêmes. Sur la base de cette évaluation, qui sera inspirée par la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et par le Plan d'action d'Accra, on pourra faire des recommandations pour accroître l'efficacité de l'aide.

79. S'agissant du relatif succès du désendettement, l'orateur appuie les conclusions formulées par le Vice-Président par intérim et Secrétaire de la Banque mondiale et souligne que le fait que l'endettement de nombreux pays pauvres a été ramené à un niveau supportable ne doit pas inciter à relâcher la vigilance. L'initiative PPTE porte sur la dette extérieure, mais il ne faut pas oublier que de nombreux pays ont une dette publique totale excessive. En outre, il manque toujours un cadre pour la restructuration de la dette souveraine des pays à revenu intermédiaire.

80. Répondant à la question du représentant du Venezuela concernant l'évaluation de l'impact de la crise sur l'APD et sur la réalisation des OMD, l'orateur dit que le niveau a été mesuré par rapport aux engagements de Gleneagles et à l'objectif de 0,7 % du RNB fixé par les donateurs. Le RNB de ceux-ci a été réduit par la crise et leurs budgets d'aide ont baissé en conséquence.

81. Le succès de la réponse aux OMD, en particulier ceux axés sur la réduction de la pauvreté, dépend avant tout d'une cohérence suivie entre les politiques de développement macroéconomique, socioéconomique, de l'emploi et autres. Cela n'est pas impossible, mais cet objectif appelle une adaptation soignée à la situation de chaque pays.

*La séance est levée à 18 h 25.*